Route des Almadies• BP 49 Dakar Sénégal • Tél. (221) 33 879 40 00 • Fax : (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov • Panorama • Numéro 129 • Mai-Juin 2013

Actualités

Le Président Macky Sall inaugure la nouvelle chancellerie de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar 1
L'ambassadeur Lewis Lukens rend visite à deux hommes religieux 3
Le président Macky Sall parmi les quatre dirigeants d'Afrique reçus par Obama 4
Contribution aux résultats académiques des élèves : l'ambassade rééquipe la salle informatique du lycée Kennedy 4
L'ambassade des Etats-Unis et l'A.T.E.S perpétuent la tradition 5
Lancement de l'exercice naval «Saharan Express 2013» 6
En tournée au Sénégal, le groupe américain Matuto épate le public....6

FOCUS sur la préservation de l'environnement

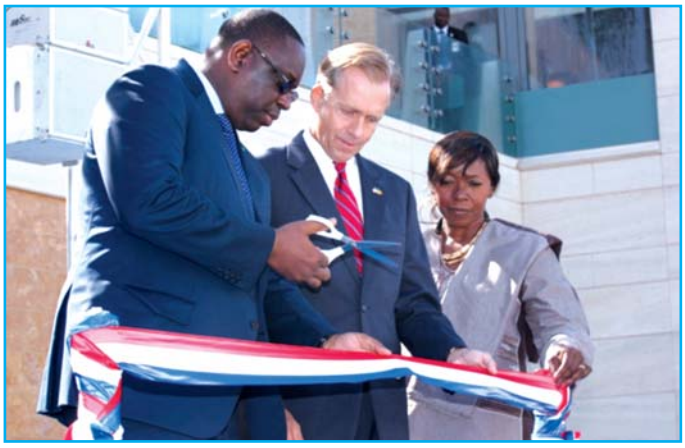
Qu'est-ce que la Journée de la terre ?....7
Célébration de l'anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis sous le thème de l'environnement....9
Trois questions au professeur à l'université de Vermont et spécialiste de l'environnement Tracy Bach....10
L'USAID construit des barrages pour renforcer la résilience et sauvegarder l'environnement....11

Quoi de neuf....12

Le Président Macky Sall inaugure la nouvelle chancellerie de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar

Le président de la République du Sénégal, M. Macky Sall, et le sous-secrétaire d'Etat américain pour le Management, M. Patrick Kennedy, ont coupé le ruban pour l'inauguration officielle de la nouvelle chancellerie de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar, sise aux Almadies, le vendredi 15 mars 2013. C'était en présence de l'ambassadeur Lewis Lukens, du ministre des Affaires étrangères du Sénégal, M. Mankeur Ndiaye, du directeur du bureau américain des constructions à l'étranger, M. Erick Rumpf, de hautes personnalités sénégalaises, des membres du Corps diplomatique et de nombreux invités.

Cette inauguration intervient 53 ans après l'établissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et les Etats-Unis, et 36 ans après la cérémonie d'inauguration de notre ancienne ambassade située au centre ville de Dakar, et qui nous a abrités de 1977 jusqu'à la fin du mois de février 2013. Les ambassadeurs Richard Roth et Marcia Bernicat, deux anciens ambassadeurs qui ont pris part activement à ce projet, ont également fait le déplacement à Dakar.



Le Président Sall et l'ambasadeur Lukens coupent le ruban avec l'assistance de Mme Honorine Diadhiou de l'ambassade

A

D'un coût de 181 millions de dollars, soit environ 90 milliards de francs CFA, le bâtiment est l'œuvre de 1 000 travailleurs d'environ 40 nationalités dont près de 900 Sénégalais. C'est le fruit d'un labeur de 5 millions d'heures, sur une durée de trois ans. La nouvelle chancellerie américaine constitue un environnement sûr, durable et écologique et offre un cadre de travail agréable pour ses employés sénégalais et américains.

«Cette ambassade n'est que la deuxième d'Afrique à recevoir la certification Gold LEED et c'est probablement le bâtiment le plus avancé de toute l'Afrique de l'Ouest sur le plan environnemental et technologique», a expliqué l'ambassadeur Lewis Lukens.

Avec ces nouveaux locaux, la mission a pu regrouper tous ses services au sein d'une seule enceinte, à l'exception du Corps de la Paix.

Grâce à l'utilisation de la technologie et de matériaux durables, ce bâtiment va permettre d'économiser sur l'énergie et l'eau. En effet, les 1 290 panneaux solaires installés permettent de produire directement jusqu'à 25% des besoins énergétiques nécessaires au fonctionnement de l'ambassade et les eaux usées sont traitées sur place et recyclées pour l'arrosage des jardins.

Pour l'ambassadeur Lewis Lukens, le bâtiment de la nouvelle chancellerie et ses jardins constituent «un vrai symbole de la volonté de l'Amérique de travailler en partenariat avec le Sénégal et avec le peuple sénégalais».

L'ambassadeur Lewis Lukens rend visite à deux hommes religieux

Visite à Tivaouane

Le 5 février 2013, Son Excellence Monsieur Lewis Lukens, ambassadeur des Etats-Unis à Dakar, accompagné d'une délégation, s'est rendu à Tivaouane pour une visite de courtoisie au porte-parole du Khalife des Tidianes, Serigne Abdoul Aziz Sy. C'était sa première visite officielle à Tivaouane. La délégation a d'abord visité l'Institut islamique d'études et de recherches El Hadji Malick Sy, une école qui livre ses enseignements en arabe, en français et en anglais à des centaines d'étudiants. Après sa rencontre avec le directeur de l'école, l'ambassadeur a interagi avec les élèves par l'intermédiaire d'interprétation entre l'arabe, le wolof, le français et l'anglais et des jeux de questions-réponses sur les Etats-Unis. Ce fut l'occasion pour l'ambassadeur de souligner l'importance et la place du respect de la liberté de religion aux Etats-Unis, une qualité que les Américains admirent aussi au Sénégal.

Au cours de la visite de courtoisie à Serigne Abdoul Aziz Sy, l'ambassadeur Lukens a remis la lettre de condoléances de l'ex secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton pour le décès du khalife général des Tidianes, Mouhamadou Mansour Sy, en décembre 2012. L'ambassadeur Lukens a salué le rôle modérateur des chefs religieux qui défendent l'esprit d'ouverture du Sénégal, ses avancées sur les droits de l'homme et ses progrès démocratiques. Serigne Abdoul Aziz Sy a, pour sa part, parlé de l'histoire de l'Islam et de la confrérie Tidiane et a salué les valeurs communes de sauvegarde de la paix et du bien- être humains à travers le monde qu'il voit aussi dans les actions du gouvernement américain. La délégation a également partagé un repas avec des chefs religieux Tidianes, dont Serigne Mansour Sy Jamil.

Visite à Touba

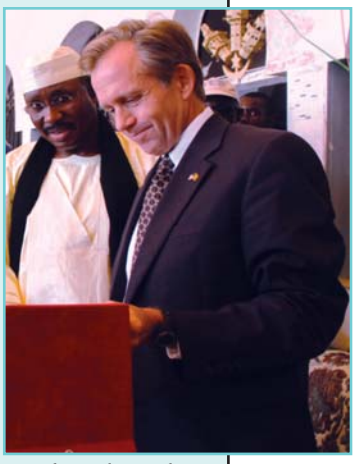
Un mois juste après sa visite à la ville religieuse de Tivaoune, le 5 mars, l'ambassadeur Lewis Lukens et une délégation de la mission américaine se sont rendus à la ville religieuse de Touba pour effectuer une visite de courtoisie à la communauté mouride. Le Khalife Général, Sérigne Sidy Mokhtar Mbacké,

L'ambassadeur Lukens reçu par le Khalife Général des mourides, Serigne Sidy Mokhtar Mbacké

L'ambassadeur Lukens (à droite) discute avec le porte-parole du Khalife des Tidianes, Serigne Abdoul Aziz Sy (au centre) en présence de Serigne Mansour Sy Jamil (à gauche)

étant en retraite spirituelle dans sa maison de campagne, la délégation américaine a entamé sa visite à l'Institut Al Hazar, où l'ambassadeur a également interagit avec les étudiants, les enseignants et les autres membres de l'institut où les apprentissages se déroulent dans les langues arabe, française et anglaise. L'ambassadeur Lukens a félicité les étudiants pour leur travail acharné et a souligné le rôle important de l'éducation dans leur vie et pour le développement de leur pays.

Le directeur de l'Institut, ainsi que leur hôte, Serigne Mame Mor Mbacké, ont conduit la délégation américaine au site sur lequel sera construite la future Université Cheikh Amadou Bamba (UCAB), qui contribuera au renforcement de l'enseignement supérieur au Sénégal.



L'ambassadeur Lukens en compagnie de Serigne Mame Mor Mbacké lors de la visite

La délégation a ensuite eu l'honneur de visiter la plus grande mosquée du Sénégal, la mosquée de Touba. L'ambassadeur et son équipe ont été très impressionnés par la taille et la beauté de la mosquée. Ils y ont trouvé des spécialistes marocains en train de retoucher le carrelage raffiné pour maintenir son état impeccable.

Dans l'après-midi, la délégation s'est rendue au lieu de repos du khalife général, à 50 km de Touba, pour une brève mais chaleureuse visite. Le khalife général a été touché que l'ambassadeur ait parcouru tout ce chemin pour le voir et a prié pour lui, son équipe et la mission américaine au Sénégal. L'ambassadeur a saisi l'occasion pour remercier le khalife général pour tout ce que lui-même et la communauté mouride au Sénégal font pour aider la nation à respecter ses traditions de démocratie et de tolérance religieuse. L'Ambassadeur Lukens a également dit qu'il a apprécié les contributions de la communauté mouride aux Etats-Unis dans des villes comme New York, Washington, Atlanta, Los Angeles, et Memphis.

A

Le président Macky Sall parmi les quatre dirigeants d'Afrique reçus par Obama

Le président Macky Sall était parmi les quatre présidents africains qui ont rencontré le président Barack Obama, le 28 mars 2013, à la Maison Blanche. L'objectif de cette rencontre avec les dirigeants du Sénégal, de la Sierra Leone, du Cap-Vert et du Malawi consistait à renforcer les liens des Etats-Unis avec les pays africains jugés les plus méritants en termes de gouvernance et de progrès économique. Félicités pour la consolidation des acquis démocratiques dans leurs pays respectifs, «ils sont l'exemple même des progrès observés en Afrique» selon le président américain. Barack Obama a dit d'eux qu'ils illustraient «les progrès observés en Afrique», alors même qu'ils ont dû faire face à des «défis extraordinaires».

Envers le président Sall, le président Obama a déclaré que «le chemin vers la transition avec son prédécesseur était semé d'embuches, et pourtant, le peuple sénégalais a su se relever et conserver sa démocratie».

Lors de l'entretien, Obama a abordé avec ses invités plusieurs points: comment s'y prendre pour continuer à consolider des démocraties fortes; comment continuer de mettre en avant la transparence et la responsabilité; la situation économique, la situation des jeunes en général et la manière dont ils pouvent mobiliser les prochaines générations de dirigeants africains.

Le président Obama a rappelé aux présidents Sall du Sénégal, Banda du Malawi, Koroma, de la Sierra Leone et Neves du Cap-Vert que les Etats-Unis sont prêts à être un partenaire fort, un partenariat qui ne se repose pas sur l'ancien modèle dans lequel ils étaient le donateur et ces pays que de simples bénéficiaires, mais un nouveau modèle basé sur le partenariat et la reconnaissance qu'aucun continent n'a plus de potentiel ou d'avantages que le continent africain si, en fait, il dispose des qualités de leadership fort que ces quatre individus représentent.

Contribution aux résultats académiques des élèves : l'ambassade rééquipe la salle informatique du lycée Kennedy

Le 19 mars 2013, l'ambassadeur Lewis Lukens a procédé à l'inauguration de la salle d'informatique du lycée John Fitzgerald Kennedy de Dakar, totalement rénovée et rééquipée par l'ambassade des Etats-Unis à Dakar. Cette contribution du gouvernement américain vise à soutenir les élèves et le corps professoral dans leur but mutuel d'améliorer les résultats académiques des apprenantes. Une subvention de 25.000 dollars US, en fin 2011, a permis aux responsables du lycée d'acheter des ordinateurs, des équipements bureautiques, des tables et de faire le câblage. Cela leur permet aussi de payer les frais d'accès à l'Internet et de se doter de logiciels de recherche.

Le lycée Kennedy et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique entretiennent une longue et riche relation depuis la construction du lycée en 1966, travail auquel l'USAID a contribué pour 1,2 million de dollars US (ce qui aurait le même pouvoir d'achat de presque 9 millions de dollars US aujourd'hui).

Dans sa politique de soutien à l'éducation, l'ambassade a récemment remis des appuis financiers pour l'équipement du lycée Ameth Fall de Saint-Louis, du Daara Seydi Djamil et de l'académie de Hip Hop de Pikine.

L'ambassadeur Lukens visite la salle avec le proviseur du lycée JFK

L'ambassadeur entouré de quelques professeurs, du proviseur et des élèves

L'ambassade des Etats-Unis et l'A.T.E.S perpétuent la tradition

Cette année encore, la tradition a été respectée par l'ambassade des Etats-Unis à Dakar et l'A.T.E.S. (Association of Teachers of English of Senegal). En effet, le 2 Mars, en partenariat avec le Bureau Régional des Programmes d'Anglais de l'ambassade des Etats-Unis, l'A.T.E.S. a, pour la 15ème fois, tenu sa journée dédiée à la langue anglaise.

Le Chargé d'Affaires a chaleureusement félicité l'A.T.E.S et les professeurs d'anglais tout en insistant sur l'importance de l'anglais dans ce monde contemporain. Il a renouvelé le soutien de l'ambassade des Etats-Unis à Dakar à la promotion de l'anglais au Sénégal, un soutien qui s'est déjà manifesté à plusieurs reprises et dans plusieurs domaines à travers la section des Affaires Publiques de l'ambassade. D'ailleurs, le stand des Affaires Publiques a été pris d'assaut par les professeurs, les élèves, les étudiants et autres amoureux de la langue anglaise. Ils ont pu recevoir des informations utiles sur les études aux Etats-Unis, les conditions d'accès au Centre de Ressources et d'Information. Ils ont même pu découvrir ou se familiariser avec les Kindles et les Ipads du Centre.

Des professeurs d'anglais pendant l'exécution de l'hymne national

L'événement, co-présidé par le ministre de l'Education Nationale Serigne Mbaye Thiam et le Chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis, M. Robert Yamaté, a drainé une foule nombreuse à l'E.B.A.D.(Ecole des Bibliothécaires Archivistes et Documentalistes de Dakar). Des hôtes de marque tels que le British Council et l'ambassade de l'Indonésie étaient aussi conviés à l'événement.

Le ministre de l'Education Nationale Serigne Mbaye Thiam visitant le stand de l'ambassade

Dans son discours, le directeur de l'E.BA.D. n'a pas manqué de magnifier ce qu'il a apppelé «un mariage heureux» entre l'A.T.E.S et l'institution qu'il dirige et qui abritait l'événement pour la 13ème fois.

La présidente de l'A.T.E.S, Marème Sarr, a aussi salué cette belle coopération. Elle s'est réjouie de la forte mobilisation des professeurs, des élèves et autres acteurs de l'éducation et a invité le ministre de l'Education à aider à promouvoir les associations de professeurs.

Le Bureau Régional des Programmes d'Anglais a pour sa part fourni des renseignements sur les différents programmes offerts aux professeurs et aux élèves. Ces derniers ont également reçu des livres, des exemplaires du magazine *FORUM* ainsi que le nouveau CD d'apprentissage interactif de l'anglais *Trace Effects* et bien d'autres présents. Le Bureau a aussi apporté sa contribution sous forme de dictionnaires, de livres et autres jeux constituant les lots remis aux élèves gagnants des différents jeux et concours organisés par l'A.T.E.S.

A

Lancement de l'exercice naval « Saharan Express 2013 »

Conférence de presse d'ouverture animée par le capitaine de vaisseau Andrew Lennon et le capitaine de frégate Oumar Wade

Séance de formation en secourisme sur le pont du navire espagnol

Les Etats-Unis et le Sénégal ont organisé du 7 au 14 mars dernier un exercice naval multinational de sept jours intitulé «Saharan Express 2013» qui s'est déroulé au large des côtes sénégalaises, capverdiennes et mauritaniennes.

Cet exercice a été mené en partenariat avec le Maroc, la Mauritanie, la Gambie, le Cap Vert, la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, le Liberia, la Grande Bretagne, la France, le Portugal et l'Espagne.

Il a enregistré l'engagement de plusieurs moyens navals et a nécessité l'activation d'un centre de coordination des opérations maritimes regroupant les personnels de pays participants déployant des moyens et d'autres pays observateurs dont la France et l'Espagne.

Lors d'une conférence de presse ayant suivi la cérémonie d'ouverture, le capitaine de frégate Oumar Wade, chef de la division des opérations à l'état-major de la marine, a relevé que «la mer constitue un enjeu qu'il faut surveiller et protéger et tous les Etats qui y ont des intérêts doivent la défendre».

Pour le directeur des exercices de «Saharan Express», le capitaine de vaisseau Andrew Lennon, cet exercice est «très important, parce qu'il donne l'opportunité de montrer et transmettre nos pratiques navales d'envergure».

Une répétition générale d'une formation en secourisme pour infirmiers a été organisée lors de la visite de presse. Penché sur un Libérien touché par balle à la poitrine, une militaire gambienne tente de lui sauver la vie. La scène, fictive, s'est déroulée sur un bateau espagnol à quai à Dakar. Le navire a été amarré dans le port de Dakar non loin d'imposants patrouilleurs capverdien et marocain. A son bord, militaires capverdiens, américains, sénégalais et espagnols sont rassemblés pour une séance de démonstration médicale.

Outre ces exercices de secourisme, les armées des douze pays ont eu à leur agenda des entraînements à quai et des manœuvres en mer.

En tournée au Sénégal, le groupe américain Matuto épate le public

Invité de l'ambassade, du 6 au 11 avril dernier, dans le cadre de la célébration du mois dédié au Jazz, le groupe musical américain Matuto a servi aux mélomanes un véritable régal musical. Le samedi 6 avril, l'orchestre était en attraction à la salle de spectacles de l'ambassade, à Dakar.

En sortant de ce concert gratuit, la joie se lisait sur le visage des différents spectateurs, tellement le groupe a convaincu par la richesse de sa musique et la virtuosité de ses membres dans la maîtrise de leurs instruments. Dans un style musical très influencé par la musique roots américaine et la musique brésilienne, Matuto a su faire danser le public. Du swing au be-bop; du funk, rock- blues, forro, chrinho à la salsa, les artistes ont su agencer un mélange de rythmes pour donner une forme de musique américaine d'un genre nouveau et novateur, qui se démarque des autres genres américains que sont le hip hop, le rap, le slam etc.

Le groupe a eu l'opportunité de jouer quelques morceaux en duo avec le groupe sénégalais Takeifa.

Matuto est composé du chef d'orchestre Clay Ross (guitare) et de ses amis Rob Cusno (accordéon), Richie Barshay (percussion), Michael Lavalle (basse) et de la sémillante violoniste Mazz Swift.

Matuto en duo avec le groupe sénégalais Takeifa

Outre Dakar, le groupe s'est produit à Thiès, Ziguinchor et Rufisque, et fait des échanges professionnels avec des musiciens locaux.

Le département d'Etat américain pour les affaires éducatives et culturelles est en partenariat avec l'*Association of American Voices* (Association des voix américaines) pour échanger avec des gens partout dans le monde à travers la musique. Connu sous le nom d'*American Music Abroad*, (musique américaine à l'étranger) cet échange de peuple à peuple dispose d'une grande variété musicale américaine grâce à des initiatives internationales d'échanges culturels qui atteindront plus de 40 pays à travers le monde en 2012 et 2013.

Qu'est-ce que la Journée de la terre ?

Le 22 avril est la Journée de la terre, le jour où les Américains célèbrent l'environnement et évaluent le travail qui reste à faire pour protéger les dons de la planète. La Journée de la terre n'a pas de structure centralisée bien que plusieurs organisations non gouvernementales suivent les milliers de manifestations qui marquent l'occasion dans les collectivités et les écoles. Elle montre que la sensibilisation à l'environnement est entrée dans la conscience nationale et que l'idée de protéger l'environnement, autrefois chasse-gardée de quelques écologistes, est maintenant bien ancrée dans la pensée américaine.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Au 19ème siècle, les Américains, heureux utilisateurs de vastes espaces riches en ressources, vivaient avec l'idée qu'il y avait toujours de nouvelles terres juste de l'autre côté de l'horizon. Une fois épuisées les ressources du sol ou de la forêt ou de la mine, il leur suffisait d'aller un peu plus loin pour en trouver de nouvelles. Avec le boom industriel du début du XXème siècle, les gens acceptaient le ciel noirci par les émissions des cheminées d'usine et les rivières polluées par les rejets industriels. Au milieu des années 30, et plus tard pendant les années 50, dans l'Ohio, la rivière Cuyahoga qui traverse le cœur de l'Amérique industrielle, couverte par les déchets chimiques rejetés par les usines construites le long de ses rives, s'est embrasée. Il n'y a pas eu de tollé. Rares même ont été ceux qui ont remarqué la chose.

Pendant les années 60, les mentalités ont commencé à évoluer. En 1962, une océanographe biologiste nommée Rachel Carson a publié un livre intitulé «Printemps silencieux». Le titre faisait allusion à un avenir sans oiseaux et le livre décrivait en termes simples les effets dévastateurs à long terme des pesticides extrêmement toxiques et des autres agents chimiques couramment utilisés dans l'agriculture, l'industrie et la vie de tous les jours aux Etats-Unis. Le livre a connu un succès inattendu.

En 1968, les astronautes de la mission Apollo, sur la voie du retour après leur vol orbital autour de la Lune, ont photographié pour la première fois la Terre entière. Cette image de notre planète - petite, fragile, belle et unique s'est rapidement implantée dans l'inconscient de millions d'individus. En 1969, les effluents industriels dans la rivière Cuyahoga ont encore pris feu. Cette fois, la réaction du public a été immédiate et énorme. Cleveland, où l'incendie s'était déclaré, est devenu la risée du pays et la chanson satirique «Burn on, big river, burn on» (Brûle, grande rivière, brûle) est passée sur toutes les stations de radio du pays. De son côté, le Congrès a voté la Loi nationale sur la protection de l'environnement (NEPA) établissant une politique nationale destinée à favoriser une harmonie productive et satisfaisante entre l'homme et son environnement.

En même temps que l'opinion se sensibilisait lentement aux problèmes de l'environnement, elle se déchaînait de plus en plus contre l'implication américaine dans la guerre du Vietnam. Les manifestations publiques contre la guerre - avant tout dans les villes universitaires - ont fait germer l'idée qu'une campagne bien organisée contre le statu quo pouvaient influer sur la politique et sur le comportement public.

L'origine de la Journée de la terre

Gaylord Nelson, sénateur américain du Wisconsin et écologiste de longue date, a compris que les méthodes utilisées pour protester contre la guerre pouvaient servir dans d'autres domaines. «A l'époque, a-t-il écrit plus tard, il y avait beaucoup d'agitation sur les campus universitaires du fait de la guerre au Vietnam. Des manifestations, dénommées séminaires contre la guerre, étaient fréquentes sur les campus dans tout le pays…Tout d'un coup, je me suis demandé : pourquoi ne pas organiser un séminaire national sur l'environnement La Journée de la terre était née».

De retour à Washington, Nelson a commencé à avancer l'idée d'une Journée de la terre auprès des gouverneurs d'États, des maires des grandes villes, des rédacteurs des journaux universitaires et surtout de Scholastic Magazine, publication distribuée dans les écoles primaires et secondaires. En septembre 1969, il a annoncé officiellement qu'il y aurait «un séminaire national sur l'environnement» au printemps suivant. «Les agences de presse ont annoncé la nouvelle partout dans le pays» se souvient Nelson, «et la réponse a été spectaculaire…Des télégrammes, des lettres, des demandes par téléphone ont afflué de partout. Avec le personnel de mon bureau, j'ai organisé les activités de la Journée de la terre, mais dès décembre, le mouvement avait pris une telle ampleur qu'il est devenu nécessaire d'ouvrir un centre de documentation à Washington pour coordonner les questions et les activités».

«Le résultat de la Journée a été à la hauteur de mes espérances. J'avais rêvé d'un mouvement de réflexion sur l'environnement d'une telle ampleur qu'il secouerait l'establishment politique. C'était un pari, il a été gagné. Quelque 20 millions de personnes ont participé à des manifestations dans tout le pays. Dix mille écoles primaires et secondaires, deux mille universités et un millier de collectivités s'y sont impliquées. C'est la chose extraordinaire qui est devenue la Journée de la terre».

Des lois fédérales innovantes ont suivi le succès de la première Journée. En 1972, l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA) a été constituée et les lois sur la salubrité de l'air et de l'eau ont été promulguées, suivies en 1973 par la loi sur les espèces en danger. Entre autres dispositions, ces textes prescrivent l'utilisation d'essence sans plomb, réglementent la consommation d'essence des véhicules et imposent l'utilisation de pots catalytiques destinés à réduire les quantités de gaz toxiques contenus dans les gaz d'échappement.

Puis, au lendemain de ces succès législatifs, la Journée de la terre a semblé disparaître. Les célébrations annuelles se sont poursuivies mais elles n'avaient plus l'ampleur ou l'enthousiasme de la première. La Journée de la terre semblait être devenue un vestige des journées de manifestations du début des années 70.

Et pourtant l'esprit de la Journée perdurait. Les organisations écologiques ont gagné en ampleur et en puissance. Des groupes tels que Greenpeace, formé au Canada en 1971, ont adopté les principes de la désobéissance civile pour sensibiliser le public à la baisse du nombre des baleines et aux dangers du nucléaire. Nature Conservancy, fondée en 1951, s'est recentrée au début des années 70 sur la «préservation de la diversité naturelle» et a commencé à acheter des terrains non exploités afin d'en faire des réserves naturelles. Des institutions bien établies, comme le Sierra Club ou la National Audubon Society, ont intenté de gros procès contre les entreprises d'exploitation forestière afin de ralentir la destruction des forêts vierges. Financées par des contributions publiques et employant des avocats et des éducateurs ainsi que des scientifiques et des naturalistes, des organisations non gouvernementales sont devenues des gardiens féroces de l'environnement.

Chez eux, les Américains, souvent poussés par leurs enfants, ont commencé à trier leurs ordures ménagères à des fins de recyclage. À la fin des années 80, de nombreuses collectivités avaient organisé des programmes de recyclage ; à la fin des années 90, ces programmes municipaux étaient autofinancés, les quantités d'ordures apportées dans les décharges étaient en baisse sensible et plus de 20 % des ordures municipales étaient convertis en produits utiles. Les entreprises, toujours à l'écoute des consommateurs et avec un œil sur leurs bénéfices, ont commencé à se dire respectueuses de l'environnement. Beaucoup ont adopté des pratiques commerciales visant à accroître leur efficacité et à réduire les déchets industriels.

La renaissance des années 90

La Journée de la terre a fait son grand retour en 1990. Sous la houlette de Dennis Hayes, un des principaux organisateurs de la première Journée, la Journée de la terre 1990 a été mondiale. Plus de 200 millions d'individus partout dans le monde - plus de 10 fois le nombre de 1970 - ont participé à des manifestations qui témoignaient que le mouvement était enfin devenu symbole d'une préoccupation universelle. Le mouvement s'est poursuivi en 1992 avec la tenue à Rio de Janeiro (Brésil) de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, où un nombre sans précédent de gouvernements et d'ONG sont convenus d'un vaste programme visant à promouvoir le développement durable.

Le 25ème anniversaire de la Journée de la terre en 1995 a donné l'occasion de faire le point sur les progrès en matière d'environnement. Dans les pays occidentaux, la situation semblait bonne : l'air et l'eau étaient plus propres, les forêts se développaient et de nombreux autres indicateurs remontaient. Le mélange quelquefois explosif de lois, de procès intentés par des ONG, d'éducation du public et de pratiques commerciales et industrielles plus efficaces avait eu des effets sensibles et positifs sur l'état de l'environnement.

Mais cet optimisme n'était pas partagé par tout le monde. Certes, le journaliste écologiste Gregg Easterbrook pouvait écrire dans le magazine The New Yorker que la législation environnementale «avec un large éventail d'efforts privés motivés par la prise de conscience environnementale (...) a été un succès notoire (...) Les règles environnementales, loin d'être lourdes et coûteuses, se sont révélées être étonnement efficaces, moins coûteuses que prévu et elles ont renforcé, pas affaibli, les économies des pays qui les ont adoptées». En revanche, le magazine Environment, grand organe d'ONG, offrait un point de vue plus sombre: «La Journée de la terre n'a ni donné naissance à une assemblée des citoyens mobilisés en permanence ni allégé le malaise général qui sape la croyance en une responsabilité démocratique. Bien que l'écologie ait beaucoup progressé depuis 1970, tant au plan de la prise de conscience du public qu'à celui des institutions, la sécurité environnementale (...) reste tout aussi insaisissable aujourd'hui qu'il y a 25 ans».

La Journée de la terre a fêté son 43ème anniversaire en 2013. Ce qui avait commencé en 1970 comme un mouvement de protestation est devenu au fil des ans une célébration mondiale de l'environnement et de l'engagement pour sa protection. L'histoire de la Journée de la terre reflète la montée de la sensibilisation à l'environnement au cours des trente dernières années et son legs est que l'environnement est quelque chose qui nous intéresse tous.

Célébration de l'anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis sous le thème de l'environnement

Cette année, l'ambassade a décidé d'avancer la célébration l'anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis au 24 avril, pour honorer la Journée de la terre, commémorée chaque année un peu partout dans le monde le du 22 avril.

Tout au long de la semaine du 22 au 26 avril 2013, plusieurs activités ont été organisées pour célébrer le 237ème anniversaire de l'indépendance des Etats-Unis sous le thème de la préservation de l'environnement.

Lors de la Journée de la Terre 2009, la secrétaire d'Etat Hillary Rodham Clinton avait lancé son initiative «diplomatie verte», demandant à tout le personnel du département d'Etat d'aider à réduire l'empreinte carbone de ce ministère. Plusieurs ambassades ont mis sur pied un groupe de volontaires pour la sauvegarde de l'environnement nommée Green Team ou «équipe verte»

Le lundi 22 avril, l'«équipe verte» de l'Ambassade a procédé au nettoiement de la plage de la pointe des Almadies ainsi que des rues environnantes de l'ambassade. Cette opération de nettoiement a vu la participation de toute la mission: l'ambassadeur, son adjoint, le directeur de l'USAID et tout le personnel. Les tenanciers de restaurants et de boutiques sur la plage ainsi que les élèves de l'école bilingue WACA ont apporté leur précieuse contribution.

Les membres de l'ambassade nettoient les rues environnantes de l'ambassade

Les étudiants de la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation écoutent attentivement le professeur Bach lors de la conférence sur le changement climatique à l'auditorium de l'Ambassade

Le drapeau américain réalisé entièrement avec des Cup-cakes

L'ambassadeur Lukens et le représentant du gouvernement sénégalais

L'«équipe verte» a accueilli, le jeudi 25 avril, un groupe d'étudiants de la Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation pour une visite de l'ambassade, détenteur de la certification Gold LEED. Les étudiants ont assisté à une conférence, à l'auditorium de l'Ambassade, sur le thème «Réponse au changement climatique au 21ème siècle: l'adaptation, l'atténuation et le rôle de l'Etat de droit». La conférence était animée par Mme Tracy Bach, professeur de Droit à Vermont Law School (VLS) des Etats-Unis depuis 17 années. Mme Bach dispense également des cours et publie des écrits sur le changement climatique, la loi de la santé et de l'environnement, les droits universels de l'Homme.

Au cours de la réception du mercredi 24 avril, l'Ambassadeur a rappelé les raisons pour lesquelles la fête de l'indépendance a été, cette année, consacrée à l'environnement. Cette option, a indiqué M. Lukens, marque l'intérêt du gouvernement américain pour le maintien de conditions environnementales durables. Aussi, a-t-il rappelé, le combat contre la dégradation de l'environnement est considéré comme une affaire de tous. L'environnement ne connaît pas de frontières. Les barrières mises en place par l'Homme, et même les barrières naturelles comme les océans et les mers, ne peuvent pas diviser notre environnement. L'air nous appartient à tous. L'eau nous concerne tous. M. Lukens a saisi l'occasion pour rappeler qu'en plus d'impacter positivement sur notre santé, les technologies renouvelables et vertes peuvent servir de catalyseur pour la création d'emplois, sans oublier, qu'un meilleur accès aux sources d'énergie renouvelables peut nous offrir l'indépendance énergétique.

L'Ambassadeur Lukens a rappelé que cette manifestation est spéciale parce qu'elle est organisée dans la nouvelle ambassade qui est l'un des bâtiments les plus avancés sur le plan écologique, en Afrique de l'Ouest. «Non seulement nous recyclons notre eau pour garder ces belles pelouses vertes, consommons de l'électricité qui utilisent peu d'énergie, et avons installé des panneaux solaires. Mais vous avez aussi peut-être remarqué, en venant ce soir, les piles géantes. Elles sont destinées à recharger notre parc de voitures électriques hybrides que vous verrez bientôt circuler à Dakar. »

Vue de la salle de réception

Une des nouvelles voitures électriques hybrides de l'ambassade

Trois questions au professeur à l'université de Vermont et spécialiste de l'environnement Tracy Bach

1. Quelle est la situation actuelle de notre environnement ?

La situation actuelle de notre environnement est le pire depuis l'époque de l'industrialisation pendant le 19ième siècle. Malgré nos efforts internationaux et nationaux à la fin de 20ième siècle pour diminuer la pollution, nous sommes arrivés à un moment avec des changements climatiques ou les émissions des gaz à effets de serre (GES) – surtout le carbon dioxide (CO2) et la méthane – de nos centrales (24% des émissions totales), notre utilisation des terrains (18%), nos industries (14%), nos transports (14%), et notre agriculture (14%) créent des conditions ou la planète ne peut plus les supporter. Le réchauffement de la terre et la mer du à ces émissions résultent dans les impacts néfastes tels que le relèvement de la mer, les tempêtes extrêmes, une augmentation de la sècheresse et des inondations, et les extinctions des espèces. Par conséquence, nous les humaines commencent à comprendre des liens directes et indirectes entre la santé et ces grands changements environnementaux. Pour exemple, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estime que plus de 150,000 morts en 2000 – les résultats d'une augmentation des maladies cardiovasculaires et diarrhéique, du paludisme, de l'insécurité alimentaire, et des inondations, sont dus aux changements climatiques.

Professeur Tracy Bach

2. Que faudrait-il faire aujourd'hui en priorité pour préserver notre environnement?

Aujourd'hui nous devons réduire nos émissions de GES en même temps que nous nous préparons d'adapter aux changements climatiques qui se manifestent déjà. Il est nécessaire que cette atténuation et adaptation deviennent le « business as usual » aux niveaux international, national, et individuel. Au plan international, les états-parties de la Convention Cadre des Nations Unis des Changements Climatiques (CCNUCC) doivent renouveler leur engagement avec les buts d'atténuation du Protocole de Kyoto. Et les pays qui ne figurent pas parmi ce groupe, tels que les Etats Unis, la Chine, et l'Inde, doivent joindre la grande majorité du monde. Au plan national, des pays développés et non-développés doivent prendre action pour recréer leurs économies basés au carbon aux économies vertes. Au plan individuel, nous en tant que consommateurs doivent demander aux entreprises de nous offrir des produits « verts » et en tant que citoyens doivent demander à nos politiciens d'orienter la politique environnementale vers les énergies renouvelables et le développement durable. Pour être capable de poser ces demandes, nous devons engager avec la science des changements climatiques. Pour exemple, depuis ma série des conférences au Sénégal de 22 avril a 25 avril, le National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) aux E-U rapportait que la quantité de CO2 dans l'atmosphère a dépassé 400 ppm pour la première fois depuis les 8000 ans que des humaines habitent sur la terre. La dernière fois que le taux de CO2 était si haut, pendant la période de Pliocène, la mer était 20 à 26 mètres plus élevée.

3. Enfin, quel est votre éco-conseil ?

Avec ces nouvelles, mon éco-conseil est d'apprendre et agir, individuellement et ensemble !

L'USAID construit des barrages pour renforcer la résilience et sauvegarder l'environnement

Mme Diarra Mané remplit ses arrosoirs d'un puits construit avec le soutien de l'USAID. Avec l'accès à suffisamment d'eau pour ses cultures, elle a pu élargir son lopin de terre où elle cultive des oignons, du gombo et de l'aubergine tout au long de l'année.

Mais le puits ne constitue qu'une partie de l'histoire.

Mme Mané vit dans la communauté rurale de Kaymor, située le long d'un ancien système de drainage d'un fleuve nommé «Bao Bolong». Depuis les années 1970, la diminution des précipitations et la hausse du niveau des mers ont entrainé l'infiltration de l'eau salée de l'estuaire du fleuve Gambie, tuant les forêts et rendant les terres infertiles.

Mariée et mère de cinq enfants, Mme Mané dit qu'elle peut gagner plus de 25 000 francs CFA par mois en cultivant des variétés de légumes selon la saison.

Une nouvelle digue construite par l'USAID empêche le fleuve Gambie, pendant la crue, de se déverser sur les basses terres du district de Kaolack. La digue rend ainsi plus de 250 hectares de terres anciennement non arables aux habitants de la région pour la culture du riz et d'autres céréales, le jardinage et le reboisement.

Avec ce projet, USAID a complètement mis fin à des décennies de dégradation de l'environnement en investissant dans des infrastructures de gestion de l'eau qui rechargent les nappes phréatiques locales et inversent l'insidieuse intrusion de l'eau salée. Ces investissements permettront de restaurer les écosystèmes et d'améliorer la capacité de production agricole de la population locale.

Cette digue anti-sel de 645 mètres représente une partie des efforts que l'USAID mène à travers l'Initiative alimentaire pour l'avenir Feed the Future, pour lutter contre les effets dévastateurs du changement climatique, et contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire, la sauvegarde des forêts et des pâturages.

La digue protège également la nappe phréatique locale et assure de l'eau douce et potable dans les puits de la communauté. Il atténue également la nécessité de rationner l'eau entre l'usage domestique et l'irrigation pour les cultures commerciales.

«Avec suffisamment d'eau, je peux développer mon lopin de terre autant que je peux», a déclaré Mme Mané en remplissant ses arrosoirs à partir du puits financé par l'USAID. «Le nouveau puits me permet de cultiver suffisamment pour nourrir ma famille et compléter mon revenu en vendant le reste».

Pendant la saison des pluies, la digue empêche également l'écoulement de l'eau dans la rivière, créant un lac de 60 hectares qui sert à élever la nappe phréatique et à réapprovisionner les puits communautaires, ainsi qu'à fournir une oasis aux milliers d'animaux élevés dans les villages voisins, tels que des vaches, des chèvres et des moutons.

La digue à Kaymor rejoint un autre barrage construit par l'USAID plus à l'intérieur de la région, à Ndenderling. Long de plus 800 mètres, ce barrage forme un lac naturel qui permet aux villageois dans les plaines environnantes de faire un usage plus productif des eaux de pluie pendant toute l'année.

Diara Mané puise de l'eau pour son jardin d'oignons. Les puits ont l'eau en abondance grâce à des projets financés par l'USAID qui rechargent les nappes d'eau dans les plaines du Sénégal

«Depuis la construction du barrage, nos récoltes ont doublés», a déclaré l'agriculteur Serigne Cissé. «Pour la première fois, nous avons attiré des travailleurs saisonniers qui veulent gagner de l'argent en nous aidant. Nos parents nous rendent visite à la saison des récoltes, quand nous avons récolté beaucoup de riz et d'oignons».

Comme Kaymor, le réservoir formé par le barrage recharge la nappe phréatique. En creusant de nouveaux puits, les villageois peuvent atteindre l'eau après à peine deux mètres. Dans l'ensemble, le barrage a amélioré la sécurité alimentaire et a fourni un avantage économique important pour la région.

Les barrages de Kaymor et Nenderling ont été construits par l'USAID dans le cadre du Projet USAID Wula Nafaa, qui veut dire dans la langue Mandinque «la richesse de l'environnement, la récolte durable de la production naturelle.»

Le directeur de l'USAID M. Henderson Patrick (gauche), le ministre de l'Environnement M. Haidar El Ali (à droite) et le directeur du Project USAID/Wula Nafaa Jeff Povolny (2ème droite) inaugurent la digue anti-sel à Kaymor, financée par le peuple américain à travers l'USAID

L'USAID/Wula Nafaa, initiative phare de l'USAID portant sur la gestion des ressources agricoles et naturelles, a investi, depuis 2008, plus de 23 millions de dollars dans les zones rurales touchant ainsi plus de 40 000 personnes. C'est ainsi que plus de 10 000 tonnes de cultures supplémentaires ont été produites par 10 000 entreprises rurales, générant un bénéfice de 36 millions de dollars US.

Destinataire :

QUOI DE NEUF

Le Corps de la Paix remercie M. Mouhamadou Lamine Ndiaye pour cette magnifique tapisserie qu'il lui a offerte pour célébrer ses cinquante années de présence au Sénégal.

Panaroma est aussi en version électronique. Si vous souhaitez recevoir votre magazine par email, envoyez nous un message sur la page Facebook de l'Ambassade
Adresse: http://www.facebook.com/usembassydakar

Panorama

Directeur de la publication : Kristine MARSH
Rédacteur en chef : Oumar WATT
Composition : Ndéye Fatou WILANE
Conception - Réalisation : POLYKROME
Route des Almadies • BP 49 Dakar Sénégal
Tél. (221) 33 879 40 00 • Fax: (221) 33 822 23 45
http://dakar.usembassy.gov

U.S. EMBASSY DAKAR